



L'évaluation du
risque dans le
Cadre de la
Gestion du Risque

Arthur Silve

L'évaluation du risque dans le Cadre de la Gestion du Risque

Arthur Silve

École d'Économie de Paris
Sciences Po

2014



L'évaluation du
risque dans le
Cadre de la
Gestion du Risque

Arthur Silve

Le Cadre de Gestion du Risque – Les objectifs

2 objectifs

- constituer un outil pour l'identification, la formulation et le mise en place des opérations d'appui budgétaire
- informer le dialogue politique et politiques publiques

5 étapes

- identifier les risques spécifiques liés aux opérations d'appui budgétaire
- identifier les mesures d'atténuation et de réponse aux risques dans le cadre de la stratégie de gestion des risques
- étayer le dialogue autour de l'appui budgétaire
- suivre l'évolution des risques et du déploiement des mesures tout au long de la mise en place
- réagir à la détérioration rapide de la situation d'un





Une évaluation compétente des risques

L'évaluation du
risque dans le
Cadre de la
Gestion du Risque

Arthur Silve

5 catégories de risque

- gouvernance politique
- **macroéconomie**
- développement
- gestion des finances publiques
- corruption / fraude

Et 2 préoccupations spécifiques à prendre en compte

- l'appui budgétaire prévoit un transfert de ressources vers le système d'un autre pays qu'il faut soigneusement examiner
- l'appui budgétaire général peut être perçu comme une approbation générale de la position politique du pays partenaire



Risque macroéconomique

L'évaluation du
risque dans le
Cadre de la
Gestion du Risque

Arthur Silve

Une évaluation approfondie du risque macroéconomique comprend plusieurs aspects

- politique macroéconomique et secteur financier
- viabilité de la dette
- vulnérabilité et chocs exogènes





Arthur Silve

À chaque question doit être apporté une réponse quantitative accompagnée d'une justification. Les réponses quantitatives possibles sont

- FAIBLE: matérialisation du risque peu probable et impact possible limité
- MODÉRÉ: suivi additionnel nécessaire, l'impact du risque en cas de matérialisation devrait se limiter à un délai ou une mise en place partielle
- SUBSTANTIEL: structure institutionnelle du pays insuffisante. Empêchement possible du programme ou de ses objectifs
- ÉLEVÉ: le risque ne peut pas être géré par les structures du pays. Échec éventuel du programme et risque d'atteinte à la réputation de la CE



Arthur Silve

- volatilité de l'absorption intérieure et extérieure
- volatilité de prix et inflation
- volatilité financière extérieure
- vulnérabilités financières intérieures
- viabilité de la dette publique
- question de compétitivité à long terme, peu pertinente au CGR

